

Dans ce contexte, l'un des plus importants défis consiste à maintenir et à renforcer nos marchés d'exportation à une époque où le protectionnisme gagne du terrain et à assurer la compétitivité du Canada dans un monde en pleine évolution, et c'est à moi, en tant que ministre du Commerce extérieur, qu'il incombe de le relever. Ce défi nous a amenés à prendre des initiatives sur divers fronts.

L'un de ces fronts, vous l'aurez deviné, s'appelle les États-Unis.

Vous savez certainement que le Canada et les États-Unis projettent de négocier un nouvel accord commercial bilatéral. Certains d'entre vous en sont peut-être inquiets, craignant que nous portions moins d'attention au Royaume-Uni, à l'Europe et à nos autres partenaires commerciaux.

Je vous assure que cela ne se produira pas.

Permettez-moi d'élaborer. Les États-Unis constituent de loin notre plus important marché, car il absorbe les trois quarts de nos exportations. Il s'agit donc d'un client auquel nous devons porter attention. Il va sans dire que nous lui portons l'attention voulue. Nous avons proposé au gouvernement américain, qui a d'ailleurs accepté sans réserve, d'entreprendre des négociations bilatérales touchant de nombreux secteurs commerciaux. La question est actuellement entre les mains du Congrès américain. Nous prévoyons que les négociations débiteront à la fin du printemps ou au début de l'été et qu'elles dureront un an et demi ou deux ans.

Cela dit, je dois signaler que nous n'avons nullement l'intention de mettre tous nos oeufs dans le même panier. En effet, nos intérêts commerciaux sont mondiaux, non seulement continentaux. L'accord que nous concluerons éventuellement avec les États-Unis doit également être conforme aux obligations que nous avons envers nos autres partenaires commerciaux et en vertu du GATT. Il serait insensé pour l'une ou l'autre partie de signer un accord qui découragerait d'une quelconque façon nos échanges avec le reste du monde.

C'est pourquoi nous nous attaquons aussi aux dossiers du commerce multilatéral.

L'année courante sera un grand tournant pour les nations commerçantes du monde. Après plus d'une année d'hésitations et de tâtonnements, la plupart des quelque quatre-vingt-dix pays signataires de l'Accord général sur